

Elections en Allemagne : Percée de l'extrême droite - Pertes spectaculaires du CDU/CSU et du SPD

lundi 25 septembre 2017, par [KELLNER Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2017).

Le 24 septembre 2017 est marqué par les pertes spectaculaires des partis chrétiens-conservateurs CDU/CSU et du SPD social-démocrate formant jusqu'à maintenant la « grande coalition » gouvernante sous la chancelière Angela Merkel (CDU), et par le succès dramatique de l'AfD au profil nationaliste, raciste, ultra-conservateur et d'extrême droite. En effet, la CDU/CSU avec 33% des voix perd 8,5 points de pourcentage comparé à 2013 et le SPD en perd 5,2 en arrivant à 20,5% - c'est l'expression d'une érosion apparemment irrésistible de l'électorat social-démocrate depuis la mise en place des contre-réformes antisociales de l'agenda 2010 du gouvernement SPD/Vert sous le chancelier du SPD Gerhard Schröder.

L'AfD arrive à 12,6% des voix contre 4,7% en 2013 et devient avec cela la 3^e force au Bundestag avec 94 députés. Qui plus est, l'AfD devient le 1^{er} parti en Saxe avec 27% des voix contre la CDU avec 26,9%, et, en général 1^{re} force dans l'électorat masculin des nouveaux Länder de l'Allemagne de l'Est. En Bavière, l'AfD arrive en 2^e place derrière la CSU dans de nombreuses circonscriptions.

L'AfD a pu prendre plus d'un million de voix au CDU/CSU, près d'un demi million au SPD et presque 400.000 au parti Die Linke, et mobiliser plus d'un million de celles et ceux qui n'étaient pas aller aux urnes en 2013, dans le cadre d'une participation de 76,2% de l'électorat contre 71,5% en 2013. En dépit du grand succès électoral, la zizanie règne au sommet de l'AfD après ces élections : Frauke Petry, ayant obtenu un mandat direct en Saxe, co-présidente du parti au profil plus « modéré » que le 1^{er} candidat et la 1^{re} candidate du parti, Alexander Gauland et Alice Weidel, vient d'annoncer qu'elle ne fera pas partie de la fraction parlementaire de l'AfD au nouveau Bundestag. Les propos d'Alexander Gauland parlant « d'ouvrir la chasse contre Merkel » et ses provocations verbales fascisantes lui ont déplu.

Un autre résultat spectaculaire de ces élections, c'est le succès du FDP libéral qui n'avait pas pu franchir le seuil des 5% en 2013 et qui revient maintenant au Bundestag avec 10,7% et 80 députés en gagnant 5,9 points de pourcentage. Le FDP a pu prendre 1,3 millions de voix au CDU/CSU, 430.000 au SPD et 70.000 au parti Die Linke. Les Verts arrivent à 8,9% des voix contre 8,4% en 2013 en ne perdant pas de voix au profit de l'AfD. Ils sont « battu » de près par le parti Die Linke qui obtiennent 9,2% des voix en gagnant 0,6 points mesuré à 2013 (ce qui lui donne 69 députés), et en gagnant également des voix en chiffres absolus (Die Linke avait fait son meilleur résultat en 2009 avec 11,9% des voix).

Le soir après les élections, le candidat principal du SPD, Martin Schulz, a déclaré que son parti refuse de continuer la « grande coalition » comme partenaire junior de la CDU/CSU sous l'ancienne et très probablement aussi la nouvelle chancelière Angela Merkel. Il veut régénérer le SPD dans le rôle d'un parti d'opposition en mettant l'accent sur les thèmes de la défense des valeurs démocratiques et de la « justice sociale ».

Si le SPD ne revient pas sur cette décision, la formation d'une coalition gouvernante avec la

CDU/CSU comme parti majoritaire s'annonce difficile. Théoriquement, la seule possibilité qui reste, c'est une coalition dite « Jamaïque » avec le FDP libéral de Christian Lindner et le parti des Verts. On voit mal le compromis possible par exemple en matière de politique climatique qui, pour le FDP de Lindner, doit être faite uniquement par des méthodes du « libre marché ». Bien que rien n'est exclu - nous verrons cela les prochains mois -, les résultats des élections au Bundestag semble déboucher sur une crise politico-partidaire qui pourrait même mener à de nouvelles élections prématurées au niveau fédéral.

Pour Die Linke, l'enjeu est de taille : mener un combat sans merci d'actions unitaires contre l'extrême droite, tout en se présentant comme l'opposition véritable aux politiques pro-capitalistes et néolibérales établies.

Manuel Kellner, le 25 septembre 2017 (rédacteur du SoZ, membre de Die Linke et de l'ISO (IV^e Internationale en Allemagne)
